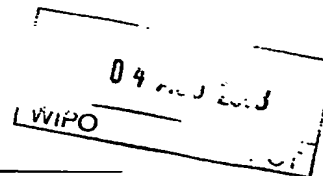


R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E



PCT/EP 03/06036



BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ - CERTIFICAT D'ADDITION

COPIE OFFICIELLE

PRIORITY DOCUMENT
SUBMITTED OR TRANSMITTED IN
COMPLIANCE WITH
RULE 17.1(a) OR (b)

Le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle certifie que le document ci-annexé est la copie certifiée conforme d'une demande de titre de propriété industrielle déposée à l'Institut.

Fait à Paris, le 27 JUIN 2003

Pour le Directeur général de l'Institut
national de la propriété industrielle
Le Chef du Département des brevets

Martine PLANCHE

**CERTIFIED COPY OF
PRIORITY DOCUMENT**

INSTITUT
NATIONAL DE
LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE

SIEGE
26 bis, rue de Saint Petersburg
75800 PARIS cedex 08
Téléphone : 33 (0)1 53 04 53 04
Télécopie : 33 (0)1 53 04 45 23
www.inpi.fr



BREVET D'INVENTION

26bis, rue de Saint-Petersbourg
75800 Paris Cédex 08
Téléphone: 01 53.04.53.04 Télécopie: 01.42.94.86.54

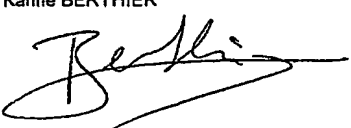
Code de la propriété intellectuelle-livre VI

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE

DATE DE REMISE DES PIÈCES: 24 juil. 2002 N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL: 0209362 DÉPARTEMENT DE DÉPÔT: 75 DATE DE DÉPÔT: 24 JUIL. 2002	Karine BERTHIER 46 Quai Alphonse Le Gallo 92648 Boulogne cedex France
Vos références pour ce dossier: PF020060	

1 NATURE DE LA DEMANDE			
Demande de brevet			
2 TITRE DE L'INVENTION			
		SYSTEME DE RECEPTION DE CONTENU A ACCES AUTORISE, TERMINAL D'ACCES A CE CONTENU ET PROCEDE D'ACCES A CE CONTENU.	
3 DECLARATION DE PRIORITE OU REQUETE DU BENEFICE DE LA DATE DE DEPOT D'UNE DEMANDE ANTERIEURE FRANCAISE		Pays ou organisation	Date
Priorité N° 1		Office européen des brevets	5 juin 2002
			02291388.3
4-1 DEMANDEUR			
Nom		THOMSON LICENSING S.A.	
Rue		46 Quai Alphonse Le Gallo	
Code postal et ville		92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	
Pays		France	
Nationalité		France	
Forme juridique		Société anonyme	
N° SIREN		383 461 191	
Code APE-NAF		322A	
N° de téléphone		01 41 86 50 00	
N° de télécopie		01 41 86 56 34	
Courrier électronique		berthierk@thmulti.com	
5A MANDATAIRE			
Nom		BERTHIER	
Prénom		Karine	
Qualité		Liste spéciale, Pouvoir général: 9016	
Rue		46 Quai Alphonse Le Gallo	
Code postal et ville		92648 Boulogne cedex	
N° de téléphone		01 41 86 54 88	
N° de télécopie		01 41 86 56 33	
Courrier électronique		berthierk@thmulti.com	

1er dépôt

6 DOCUMENTS ET FICHIERS JOINTS		Fichier électronique	Pages	Détails
Description		desc.pdf	8	
Revendications	✓		3	13
Dessins	✓		2	3 fig., 3 ex.
Abrégé	✓		1	
Figure d'abrégé	✓		1	fig. 1; 2 ex.
Désignation d'inventeurs				
Listage des sequences, PDF				
Rapport de recherche				
Doc. de priorité. 1				EP 02291388.3
Traduction(prio.). 1				EP 02291388.3
7 MODE DE PAIEMENT				
Mode de paiement	Prélèvement du compte courant			
Numéro du compte client	626			
Remboursement à effectuer sur le compte n°	626			
8 RAPPORT DE RECHERCHE				
Etablissement immédiat				
9 REDEVANCES JOINTES	Devise	Taux	Quantité	Montant à payer
062 Dépôt	EURO	35.00	1.00	35.00
077 R.R. sous priorité étrangère	EURO	0.00	1.00	0.00
064 Déclaration d'un droit de priorité	EURO	15.00	1.00	15.00
068 Revendication à partir de la 11ème	EURO	15.00	3.00	45.00
Total à acquitter	EURO			95.00
10 SIGNATURE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE				
Signé par	Karine BERTHIER			
				

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'INPI.

La présente invention concerne un système de réception de contenu à accès autorisé comportant au moins deux terminaux d'accès: un terminal dit « principal » et au moins un terminal dit « secondaire ».

5 L'invention concerne également un procédé de réception de contenu à accès autorisé mis en œuvre dans un tel système et un terminal d'accès à ce contenu.

On connaît déjà dans l'état de la technique des systèmes de réception de contenu à accès autorisé, notamment pour la réception de programmes audiovisuels payants, s'appuyant sur l'utilisation d'un terminal d'accès tel qu'un décodeur ne permettant l'accès au contenu qu'aux seuls usagers autorisés. Le décodeur comporte par exemple une carte à puce dans laquelle sont enregistrés les droits d'accès de l'utilisateur.

15 Cependant, certains usagers souhaitent pouvoir avoir accès à ce contenu simultanément en de multiples endroits de leur habitation, ce qui impose l'usage d'autant de terminaux de réception. Pour autant, ces terminaux supplémentaires sont généralement mis à disposition de l'utilisateur par le fournisseur de contenu à des conditions financières très avantageuses tout en permettant l'accès au même contenu en toute indépendance. Dans l'état de l'art, pour se mettre à l'abri d'un usage frauduleux des terminaux d'accès additionnels, qui pourraient être confiés à des tiers n'ayant pas acquis les droits, le fournisseur de contenu intègre à chaque terminal d'accès un modem téléphonique. Il peut alors télécommander des appels téléphoniques de ces terminaux d'accès vers un serveur de façon régulière. Ainsi, l'analyse du 20 numéro d'appel des terminaux d'accès permet de vérifier que ce numéro d'appel correspond bien à celui de l'utilisateur ayant acquis les droits et que les terminaux d'accès sont géographiquement localisés chez ce seul utilisateur.

L'inconvénient majeur de cette méthode de contrôle réside dans la nécessité d'une infrastructure particulière du fournisseur pour solliciter 30 régulièrement l'appel des terminaux d'accès, recevoir et traiter ces appels. A cela s'ajoute le coût des modems téléphoniques à installer sur chaque terminal d'accès, et le coût des appels téléphoniques réguliers.

De plus, l'utilisateur doit laisser connecté en permanence l'ensemble de ses terminaux d'accès au réseau téléphonique ce qui donne une impression 35 d'espionnage, ou d'utilisation non maîtrisée de la ligne téléphonique, souvent mal acceptée.

L'invention vise à remédier à ces inconvénients en supprimant toute nécessité d'un contrôle régulier de la part du fournisseur de contenu, tout en garantissant un usage non frauduleux du système.

5 A cet effet, l'invention a pour objet un système de réception de contenu à accès autorisé comportant au moins deux terminaux d'accès au contenu : un terminal principal et au moins un terminal secondaire, chaque terminal comportant des moyens de contrôle de l'autorisation d'accès de ce
10 outre des moyens d'appariement et de vérification d'appariement et en ce que le système comporte des moyens d'échange d'informations entre le terminal principal et chaque terminal secondaire pour la réalisation de l'appariement et la vérification de l'appariement dudit terminal secondaire au terminal principal.

 Ainsi, un système de réception de contenu selon l'invention permet
15 au fournisseur d'être sûr que les terminaux d'accès en la possession d'un usager ayant acquis les droits sont utilisés uniquement par celui-ci, sans avoir besoin d'effectuer des contrôles réguliers. En effet, un terminal secondaire ne peut fonctionner que s'il est appairé et en mesure de communiquer avec un terminal principal prédéterminé avec lequel il a été initialement appairé. Les
20 moyens d'échange d'information entre le terminal principal et le terminal (ou les terminaux) secondaires permettent ainsi de vérifier par cette communication la présence du ou des terminaux secondaires dans une zone prédéterminée, cette zone garantissant la proximité géographique des terminaux d'accès.

 Un système selon l'invention peut en outre comporter l'une ou
25 plusieurs des caractéristiques suivantes :

- les moyens d'appariement et de vérification d'appariement de chaque terminal secondaire interdisent l'accès au contenu par ledit terminal secondaire si la vérification de l'appariement avec le terminal principal est négative;
- 30 - les moyens d'échange d'informations comportent un réseau local auquel sont connectés les terminaux d'accès ;
- le réseau local est un réseau local privatif filaire ou sans fil ;
- le réseau local est choisi parmi l'un des éléments de l'ensemble constitué d'un réseau local électrique d'une habitation d'un usager
35 autorisé à recevoir le contenu, un réseau local câblé de l'habitation

pour la diffusion d'informations audiovisuelles, un réseau local téléphonique de l'habitation et un réseau local sans fil de l'habitation;

- le réseau local est confondu avec un réseau commun de distribution du contenu.

5 L'invention a également pour objet un terminal d'accès à un contenu à accès autorisé, dit « terminal secondaire », caractérisé en ce qu'il comporte des moyens d'appariement à un terminal d'accès principal, pour autoriser ledit terminal d'accès secondaire à accéder au contenu uniquement s'il est connecté et en mesure d'échanger des informations avec ledit terminal principal.

10 Un terminal d'accès secondaire selon l'invention peut en outre comporter l'une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- il comporte des moyens de vérification de son appariement audit terminal principal avec lequel il a été initialement appairé;
 - les moyens d'appariement et de vérification d'appariement à un
- 15 terminal principal comportent un module périphérique adapté à être raccordé audit terminal d'accès.

L'invention a également pour objet un terminal d'accès à un contenu à accès autorisé, dit « terminal principal », caractérisé en ce qu'il comporte des moyens d'appariement à au moins un terminal d'accès secondaire par échange

20 d'information avec ledit terminal secondaire.

Selon une caractéristique particulière de ce terminal, l'information échangée est un identifiant unique dudit terminal principal.

Selon une autre caractéristique de ce terminal, les moyens d'appariement à un terminal secondaire comportent un module périphérique

25 adapté à être raccordé audit terminal d'accès.

Enfin, l'invention a également pour objet un procédé de réception de contenu à accès autorisé mis en œuvre dans le système précité, caractérisé en ce qu'il comporte une étape de test de la connexion du terminal secondaire au terminal principal à l'issue de laquelle le traitement du contenu par le terminal

30 secondaire est autorisé uniquement si ladite connexion est établie.

La présente invention sera mieux comprise à l'aide de la description qui va suivre, donnée uniquement à titre d'exemple et faite en se référant aux dessins annexés sur lesquels :

- 35 - la figure 1 représente schématiquement un système de réception de contenu à accès autorisé selon l'invention ;

- la figure 2 représente le diagramme fonctionnel d'un procédé d'appariement d'un terminal secondaire à un terminal principal selon le principe de l'invention, mis en œuvre par le système de la figure 1; et
- la figure 3 représente le diagramme fonctionnel d'un procédé de vérification de la connexion d'un terminal secondaire à un terminal principal prédéterminé, mis en œuvre par le système de la figure 1.

Le système représenté sur la figure 1 est conçu pour la réception d'un contenu 10 à accès payant. Ce contenu 10 comporte par exemple des informations audiovisuelles destinées à être visualisées sur différents récepteurs de télévision 12 situés dans différentes pièces d'une habitation.

Le contenu 10 étant à accès payant, il est nécessaire, pour le visualiser d'interconnecter des terminaux d'accès 14, 16, tels que des décodeurs, entre chaque téléviseur 12 et un réseau commun 18 de distribution du contenu 10. L'un de ces terminaux d'accès sera appelé terminal principal 14.

Le réseau commun 18 est par exemple le réseau local câblé de diffusion audiovisuelle de l'habitation, ou bien encore le réseau de connexion domestique à une ou plusieurs antennes satellite individuelles.

Le terminal principal 14 comporte une unité 20 de traitement du contenu. Cette unité 20 traite le contenu 10 de façon connue en soi de manière à le rendre visualisable par le téléviseur 12.

Le terminal principal 14 comporte également un module 22 de contrôle de l'autorisation d'accès au contenu 10. Ce module de contrôle 22 compare les droits d'accès de l'utilisateur stockés par exemple dans une carte à puce insérée dans le terminal avec des informations issues du contenu 10 pour déterminer si l'utilisateur peut accéder au contenu. Il transmet ensuite à l'unité de traitement 20, le cas échéant, l'autorisation de traiter ce contenu 10.

Les autres terminaux d'accès 16 sont appelés terminaux secondaires. Ces terminaux 16 comportent également chacun une unité 20 de traitement du contenu identique à celle du terminal principal 14, ainsi qu'un module 22 de contrôle de l'autorisation d'accès au contenu 10 semblable à celui compris dans le terminal principal 14. Mais ils comportent en outre des modules d'appariement et de vérification d'appariement 25.

On notera que le terminal principal 14 comporte aussi un module 27 d'appariement avec un ou des terminaux secondaires et de vérification de l'appariement.

Un réseau local 26 relie chaque terminal secondaire 16 au terminal principal 14 pour permettre l'échange d'informations assurant régulièrement que les terminaux secondaires 16, dont le surcoût pour l'utilisateur est marginal, sont effectivement utilisés au sein de l'habitation.

5 Le réseau local 26 est un réseau propre à l'habitation tel que par exemple le réseau local électrique de l'habitation. La gamme de fréquence dans laquelle les terminaux opèrent est choisie dans ce cas de manière à ce que la communication ne se propage pas au-delà du compteur de l'utilisateur. Il peut aussi s'agir du réseau local téléphonique de l'habitation ou d'un réseau filaire
10 ou sans fil de communication de données dans l'habitation. Il s'agit plus généralement de tout type de réseau local privatif filaire ou sans fil. Le réseau local 26 peut être également confondu avec le réseau commun 18 pour alléger l'infrastructure et/ou le coût du système.

 Le procédé d'appariement d'un terminal secondaire 16 avec le
15 terminal principal 14 et de contrôle de l'accès d'un terminal secondaire 16 au contenu 10, mis en oeuvre par les modules d'appariement et de vérification d'appariement 25 du terminal secondaire 16 et 27 du terminal principal 14, va maintenant être décrit en liaison avec les diagrammes fonctionnels des figures 2 et 3.

20 Nous allons tout d'abord décrire, en liaison avec la figure 2, le procédé d'appariement entre un terminal secondaire 16 et le terminal principal 14. Ce procédé est mis en oeuvre chaque fois qu'un nouveau terminal secondaire est installé chez l'utilisateur.

 Il comporte une première étape d'initialisation 28 constituée d'un
25 événement déclenchant, tel que la première mise en marche du terminal secondaire 16, un top d'horloge périodique, ou encore l'installation du terminal d'accès 16 sur le réseau commun 18.

 A la suite de cet événement déclenchant 28, un test 30 d'échange d'information du terminal secondaire 16 avec le terminal principal 14 est activé.
30 Le terminal secondaire 16 envoie par exemple une requête au terminal principal 14 pour que ce dernier communique un identifiant unique qui lui a été alloué.

 Si le terminal 14 ne répond pas, alors le terminal secondaire 16 n'est pas appairé et on passe à une étape 32 lors de laquelle le module 25 d'appariement et de contrôle d'appariement déclare un état non autorisé, défini
35 par une variable V, stockée par ce module 25, qui a par défaut la valeur 0. A la

suite de l'étape 32, le procédé d'appariement retourne à l'étape d'initialisation 28.

Si le terminal 14 répond positivement, c'est à dire dans l'exemple de réalisation ci-dessus, si le terminal 14 envoie son identifiant unique au terminal 16 qui a émis la requête, alors le terminal secondaire mémorise l'identifiant reçu dans son module 25 et il passe dans un état appairé avec le terminal principal 14. On passe alors à une étape 34 lors de laquelle le module 25 d'appariement et de contrôle d'appariement déclare un état autorisé défini par la variable V, stockée par ce module 25, à laquelle on donne la valeur 1. On notera que dans le terminal principal 14, c'est le module 27 d'appariement et de vérification d'appariement qui est chargé de répondre aux requêtes éventuelles du ou des terminaux secondaires pour leur communiquer l'identifiant du terminal principal. A la suite de l'étape 34 le procédé est reporté à la première étape du procédé de contrôle décrit à la figure 3.

15

Nous allons maintenant décrire le procédé de contrôle de l'accès du terminal secondaire 16 au contenu 10 en liaison avec la figure 3. Ce procédé consiste à vérifier l'appariement du terminal d'accès secondaire 16 au terminal principal 14 et à n'autoriser l'accès au contenu qu'en cas de vérification positive. Ce procédé est mis en œuvre, d'une part par le module de contrôle de l'appariement 25 du terminal secondaire 16, et d'autre part par le module 27 correspondant du terminal d'accès principal 14.

Ce procédé permet de vérifier régulièrement qu'un terminal secondaire 16 est utilisé en permanence dans les limites du réseau local 26 et non pas utilisé indûment hors de l'habitation de l'utilisateur.

Il comporte une première étape d'initialisation 36 constituée d'un événement déclenchant, tel que la mise en marche du terminal secondaire 16, un top d'horloge périodique, la sortie de l'étape 34 du procédé de la figure 2 ou encore l'installation du terminal d'accès sur le réseau commun 18.

A la suite de cet événement déclenchant 36, un test 38 est effectué sur la variable V contenue dans le module de vérification d'appariement 25 du terminal 16.

Si la variable V vaut 0, ce qui signifie que le terminal secondaire 16 n'est pas appairé avec le terminal principal 14, le procédé de contrôle est reporté à l'étape d'initialisation 36 et le traitement du contenu 10 par l'unité de traitement 20 du terminal secondaire 16 n'est pas possible. En pratique, cela

implique que le téléviseur 12 raccordé au terminal secondaire 16 ne pourra afficher pour l'utilisateur le contenu 10 reçu (par exemple, si ce contenu est transmis sous une forme cryptée ou embrouillée, le signal transmis au téléviseur 12 ne sera pas décrypté ou désembrouillé).

- 5 On peut aussi envisager en variante, lorsque la variable V vaut 0, de supprimer immédiatement ou de manière différée, les droits de l'utilisateur qui sont stockés dans le terminal secondaire (généralement dans une carte à puce insérée dans le terminal 16). Dans ce cas, on prévoira, avant la suppression effective des droits, d'afficher un message explicite pour l'utilisateur à l'écran du
- 10 téléviseur 12 pour le prévenir de la suppression de ses droits.

On notera que lorsque la variable V vaut 0, il faut repasser par l'étape d'initialisation 28 du procédé décrit à la figure 2 (c'est à dire par une mise sous tension du terminal secondaire par exemple) pour pouvoir mettre cette variable V à la valeur 1.

- 15 Si la variable V vaut 1, un test 40 de connexion du terminal secondaire 16 au terminal principal 14 est activé. Ce test comporte un échange d'informations entre le terminal secondaire 16 et le terminal principal 14, tel que par exemple un échange d'identifiant du terminal principal 14. En pratique, le module 25 du terminal secondaire 16 demande, par l'intermédiaire du réseau
- 20 local 26, l'identifiant du terminal 14. Lorsque le module 27 du terminal 14 reçoit cette requête, il répond en envoyant son identifiant unique. Le module 25 du terminal secondaire 16 compare alors l'identifiant reçu avec celui qui avait été mémorisé à l'issue de l'étape 30 du procédé de la figure 2. Si ces deux identifiants sont identiques, alors le résultat du test 40 est positif. Dans tous les
- 25 autres cas (le terminal 40 ne répond pas ou l'identifiant reçu n'est pas identique à celui mémorisé précédemment), le résultat du test 40 est négatif.

- Si le résultat du test 40 est négatif, on passe à une étape 42 lors de laquelle le module de contrôle 25 interdit le traitement du contenu 10 par l'unité de traitement 20 du terminal secondaire 16. On pourra également dans ce cas
- 30 afficher un message à l'écran du téléviseur 12 pour prévenir l'utilisateur de l'échec du test d'appariement. Ainsi, si le terminal secondaire 16 a été déconnecté par erreur du réseau local 26, l'utilisateur pourra le raccorder à nouveau.

- Si le résultat du test 40 est positif, on passe à une étape 44 lors de laquelle le module de contrôle 25 autorise le traitement du contenu 10 par cette
- 35 unité de traitement 20.

A la suite des étapes 42 et 44, le procédé de contrôle est reporté à l'étape d'initialisation 36.

Parmi les avantages de l'invention, on notera qu'une fois le réseau local et les différents terminaux d'accès installés par le fournisseur chez l'utilisateur, le système de réception de contenu à accès autorisé selon l'invention ne nécessite aucune intervention par le fournisseur de vérification d'un usage non frauduleux du contenu à accès autorisé. Cela représente une simplification de la gestion et une réduction des coûts d'exploitation pour le fournisseur de contenu.

Un autre avantage de ce système de réception est qu'il ne nécessite pas l'utilisation de modems téléphoniques et donc l'occupation régulière de la ligne téléphonique de l'utilisateur.

L'invention n'est pas limitée à l'exemple de réalisation qui a été décrit ci-dessus.

En effet, les modules d'appariement et de contrôle de l'appariement respectivement référencé 25 (dans les terminaux secondaires) et 27 (dans le terminal principal) qui sont représentés comme faisant partie intégrante des terminaux d'accès sur la figure 1, peuvent également être réalisés sous forme de modules périphériques externes aux terminaux et adaptés pour être raccordés à ces terminaux.

REVENDICATIONS

1. Système de réception de contenu (10) à accès autorisé
5 comportant au moins deux terminaux (14,16) d'accès au contenu (10) : un terminal principal (14) et au moins un terminal secondaire (16), chaque terminal comportant des moyens (22) de contrôle de l'autorisation d'accès de ce terminal au contenu, caractérisé en ce que chacun des terminaux (14, 16) comporte en outre des moyens (25, 27) d'appariement et de vérification
10 d'appariement et en ce que le système comporte des moyens (26) d'échange d'informations entre le terminal principal (14) et chaque terminal secondaire (16) pour la réalisation de l'appariement et la vérification de l'appariement dudit terminal secondaire (16) au terminal principal (14).
- 15 2. Système de réception de contenu (10) à accès autorisé selon la revendication 1, caractérisé en ce que les moyens (25) d'appariement et de vérification d'appariement de chaque terminal secondaire (16) interdisent l'accès au contenu (10) par ledit terminal secondaire (16) si la vérification de l'appariement avec le terminal principal (14) est négative.
20
3. Système de réception de contenu (10) à accès autorisé selon l'une des revendications 1 ou 2, caractérisé en ce que les moyens d'échange d'informations comportent un réseau local (26) auquel sont connectés les terminaux d'accès (14, 16).
25
4. Système de réception de contenu (10) à accès autorisé selon la revendication 3, caractérisé en ce que le réseau local (26) est un réseau local privatif filaire ou sans fil.
- 30 5. Système de réception de contenu (10) à accès autorisé selon la revendication 4, caractérisé en ce que le réseau local (26) est choisi parmi l'un des éléments de l'ensemble constitué d'un réseau local électrique d'une habitation d'un usager autorisé à recevoir le contenu, un réseau local câblé de l'habitation pour la diffusion d'informations audiovisuelles, un réseau local
35 téléphonique de l'habitation et un réseau local sans fil de l'habitation.

6. Système de réception de contenu (10) à accès autorisé selon l'une des revendications 3 à 5, caractérisé en ce que le réseau local (26) est confondu avec un réseau commun (18) de distribution du contenu (10).

5 7. Terminal d'accès (16) à un contenu (10) à accès autorisé, caractérisé en ce qu'il comporte des moyens (25) d'appariement à un terminal (14) d'accès principal, pour autoriser ledit terminal d'accès (16) à accéder au contenu (10) uniquement s'il est connecté et en mesure d'échanger des informations avec ledit terminal principal (14).

10

8. Terminal d'accès (16) à un contenu (10) à accès autorisé selon la revendication 7, caractérisé en ce qu'il comporte des moyens (25) de vérification de son appariement (25) audit terminal principal (14) avec lequel il a été initialement appairé.

15

9. Terminal d'accès (16) à un contenu à accès autorisé selon l'une des revendications 7 ou 8, caractérisé en ce que les moyens (25) d'appariement et de vérification d'appariement à un terminal principal (14) comportent un module périphérique adapté à être raccordé audit terminal d'accès.

20

10. Terminal d'accès (14) à un contenu (10) à accès autorisé, caractérisé en ce qu'il comporte des moyens (27) d'appariement à au moins un terminal d'accès (16) secondaire par échange d'information avec ledit terminal secondaire.

25

11. Terminal d'accès (14) à un contenu à accès autorisé selon la revendication 9, caractérisé en ce que l'information échangée est un identifiant unique dudit terminal (14).

30

12. Terminal d'accès (14) à un contenu à accès autorisé selon l'une des revendications 10 ou 11, caractérisé en ce que les moyens (27) d'appariement à un terminal secondaire (16) comportent un module périphérique adapté à être raccordé audit terminal d'accès.

35

13. Procédé de réception de contenu (10) à accès autorisé mis en œuvre dans un système selon l'une quelconque des revendications 1 à 6, caractérisé en ce qu'il comporte une étape (40) de test de la connexion du terminal secondaire (16) au terminal principal (14) à l'issue de laquelle le
5 traitement du contenu (10) par le terminal secondaire (16) est autorisé uniquement si ladite connexion est établie.

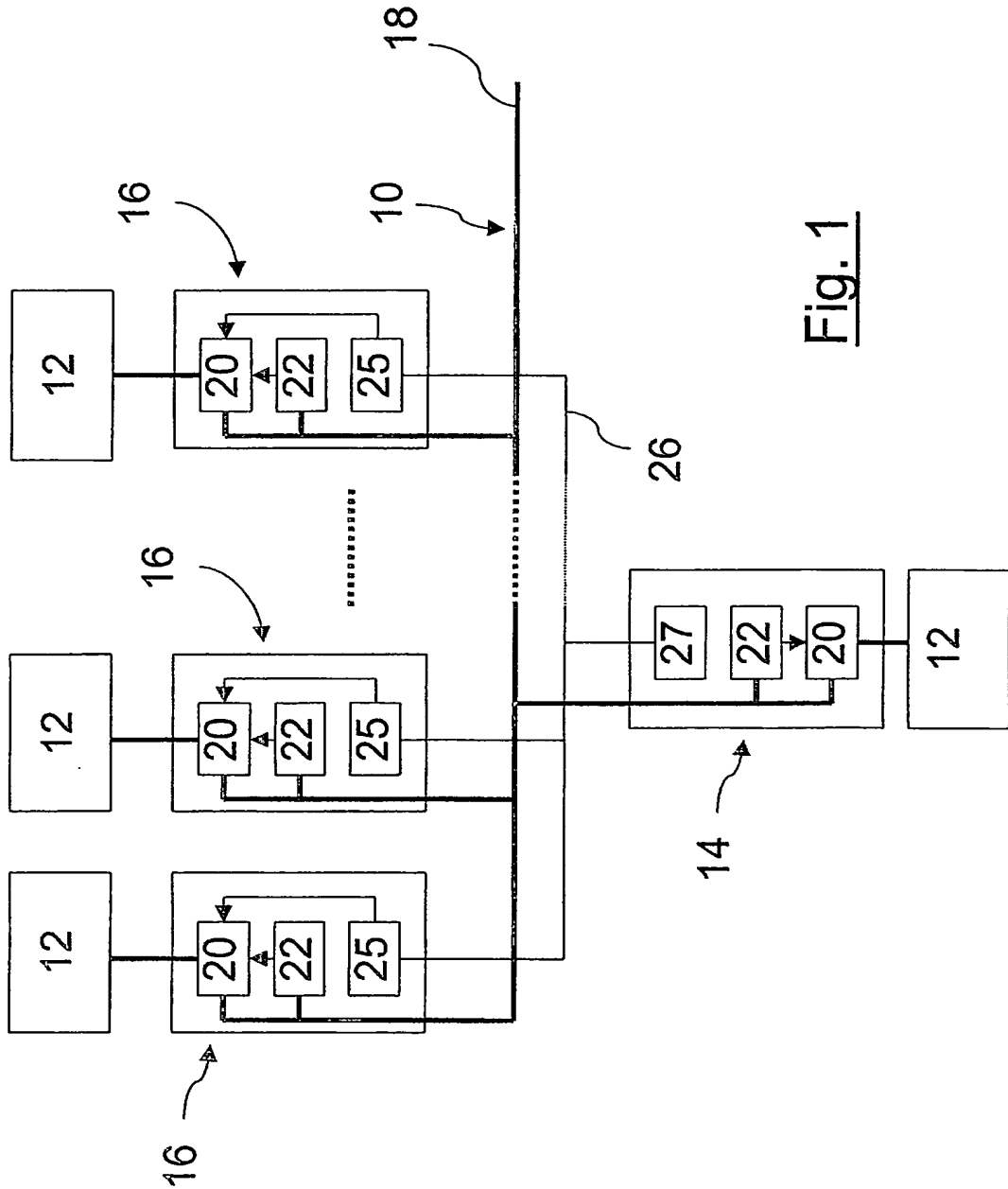


Fig. 1

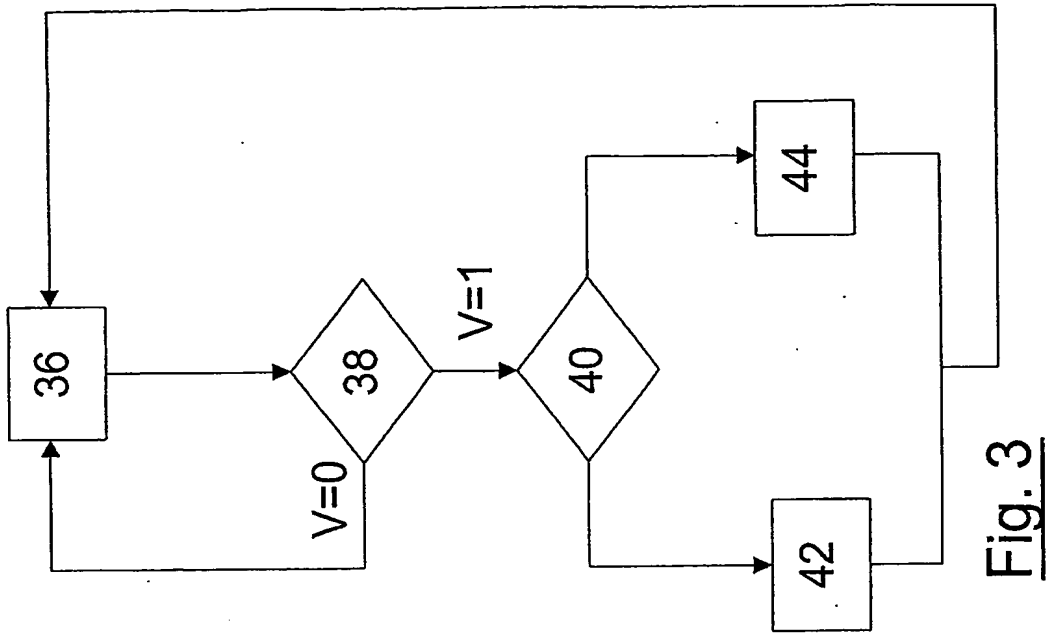


Fig. 3

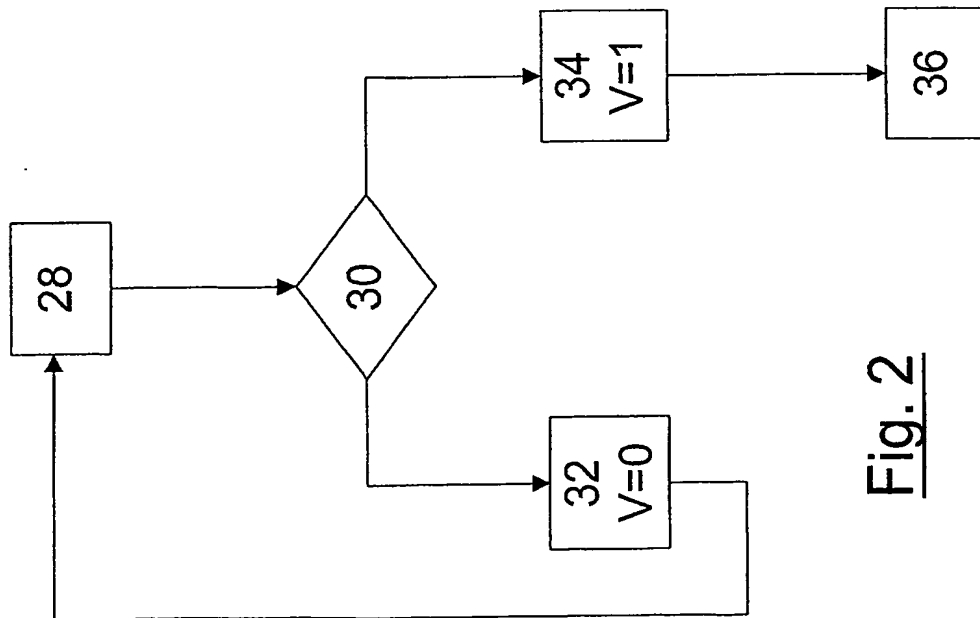


Fig. 2

reçue le 16/08/02

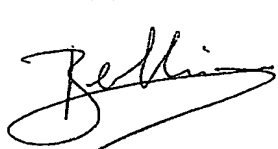


BREVET D'INVENTION

Désignation de l'inventeur

Vos références pour ce dossier	PF020060
N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL	0200362
TITRE DE L'INVENTION	
	SYSTEME DE RECEPTION DE CONTENU A ACCES AUTORISE, TERMINAL D'ACCES A CE CONTENU ET PROCEDE D'ACCES A CE CONTENU.
LE(S) DEMANDEUR(S) OU LE(S) MANDATAIRE(S):	Karine BERTHIER

DESIGNE(NT) EN TANT QU'INVENTEUR(S):	
Inventeur 1	
Nom	SACHOT
Prénoms	Jean-Claude
Rue	1 rue des Landelles
Code postal et ville	35830 BETTON
Société d'appartenance	

DATE ET SIGNATURE(S) DU (DES) DEMANDEUR(S) OU DU MANDATAIRE	
Signé par:	Karine BERTHIER 
Date	23 juil. 2002

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'INPI.